

### Questions orales

Ne laissons pas les verts militants ou les journalistes roses de la SRC semer la confusion. Si l'on ne procède pas à l'élimination sélective de 150 loups, il est certain que les populations de caribous, d'originaux, d'élans et de moutons de toute la région seront décimées.

La SRC devrait aider les téléspectateurs à comprendre ce problème et informer les écologistes qui connaissent très mal cette région sauvage qu'est le Yukon.

Je ne sais pas pourquoi les journalistes ont choisi d'axer leur reportage de cette semaine sur les activités des écologistes américains en Alaska et les risques d'affrontement.

Le journalisme irresponsable et de mauvaise qualité ne favorise en rien la compréhension de l'habitat naturel de cette région.

Les téléspectateurs canadiens ont le droit à une meilleure information de la part de la SRC et à un meilleur reportage sur les habitants du Yukon qui essaient de résoudre un problème très complexe.

\* \* \*

### LES NOMINATIONS DE JUGES

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, l'exemple le plus récent de la façon classique dont les nominations de juges se font au Manitoba préoccupe vivement les Manitobains. On a en effet condamné à siéger à la Cour du Banc de la Reine un conservateur bien en vue, un ami du premier ministre, un juriste qui reprend le collier après un hiatus de 15 ans.

Une nomination comme celle-là ne fait rien pour donner bonne réputation au comité de sélection de la magistrature au Manitoba.

A-t-on dicté leur choix aux membres du comité? On ne le saura peut-être jamais.

Pareille nomination envoie un message peu rassurant aux dizaines de personnes compétentes, hommes et femmes, qui aspirent à un tel honneur. Un travail acharné et des compétences hors pair ne valent pas tripette quand les autorités en place se livrent à la politiaillerie.

La dernière fois qu'on a compté, seulement trois des 25 postes à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba étaient occupés par des femmes. Or, j'ai entendu dire que 14 avocates ont postulé, et le comité de sélection a probablement approuvé la candidature de chacune d'entre elles. Pourtant, toutes ont été rejetées en faveur d'un copain du premier ministre du Canada, un homme qui considère, semble-t-il, la magistrature comme l'avant-dernier lieu où il pourra reposer en paix. En effet, il se serait lui-même décrit comme un homme fatigué.

Le Manitoba mérite mieux que ça.

\* \* \*

### LE PARTI LIBÉRAL

**M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte):** Monsieur le Président, le chef du Parti libéral a lamentablement échoué dans sa tentative de présenter une solution de rechange à la TPS.

Les libéraux ont fait beaucoup de politiaillerie, d'abord pour s'opposer à la taxe sur les produits et services, puis pour proposer autre chose, mais leur solution de rechange à la TPS est trompeuse et coûteuse, et elle ferait du tort aux plus démunis.

Comme on a pu le lire dans le *Citizen* d'Ottawa du 2 février 1993, le Parti libéral envisage de remplacer par une taxe cachée cette taxe très visible qu'est la TPS. Cette proposition des libéraux pose un certain nombre de problèmes. Le principal problème, c'est que les produits alimentaires de base seraient taxables. Cette mesure ferait très mal aux Canadiens les plus démunis.

En outre, cette taxe plus sournoise des libéraux serait cachée, et les consommateurs ne sauraient pas combien ils paient en taxe chaque fois qu'ils feraient un achat. Ce serait donc plus facile d'augmenter cette taxe au besoin.

Toutefois, ils ne nous en diront pas beaucoup plus long au sujet de cette taxe. Ils veulent d'abord se faire élire.

### QUESTIONS ORALES

[Traduction]

#### L'EMPLOI

**Mme Sheila Copps (Hamilton—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.

Le ministre se prend pour le super-policier de l'assurance-chômage. Il veut mettre sur pied un service téléphonique 1-800—MOUCHARD pour les délateurs anonymes. Que le ministre sache que l'idée des accusateurs anonymes est passée de mode avec la disparition du KGB.

Pourquoi le gouvernement essaie-t-il délibérément d'accoler une étiquette de menteurs et de tricheurs aux Canadiens sans emploi?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, il n'y aura pas de ligne 1-800—MOUCHARD. Cela a été suggéré par des députés et par d'autres personnes, mais le gouvernement